

Le zoom de ROSA

Eclairage du mois :

L'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'agriculture et du développement rural

L'adaptation au changement climatique occupe une place de plus en plus importante dans les discussions internationales. Elle est reconnue comme un enjeu majeur pour les pays en développement, notamment pour les pays les moins développés en Afrique, certaines parties de l'Asie et les pays andins qui sont très vulnérables. Dans le domaine des politiques et des projets de développement, les initiatives en faveur de l'adaptation se multiplient. Néanmoins, il existe un écart important entre les besoins et les efforts engagés pour y répondre.

Du fait de la nature systémique du changement climatique et de ses effets, la mise en place de politiques d'adaptation est complexe. Ces dernières concernent en effet des activités diverses dans des secteurs différents. Il est donc nécessaire d'apporter des **réponses multidimensionnelles et multisectorielles**. Consciente de cette difficulté, l'unité E6 d'EuropeAid prépare actuellement une série de guides sectoriels expliquant les liens entre le changement climatique et un secteur donné, en indiquant des réponses possibles. Ces guides peuvent être utilisés pour renforcer l'intégration du changement climatique dans les programmes et projets de coopération actuels et futurs. Ils visent également à nourrir le dialogue politique sur les effets du changement climatique entre la CE et ses partenaires impliqués dans les activités de développement.

Cet éclairage du mois est basé sur le **guide sectoriel consacré à l'agriculture et au développement rural (ADR)**¹. Celui-ci identifie les principaux problèmes qui se posent pour faire face aux effets du changement climatique dans les secteurs liés au développement rural et qui affecte la sécurité alimentaire (agriculture, forêt, pêche, élevage, industries extractive et de transformation, activités du secteur tertiaire). Il décrit également les opportunités qui existent pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. Le présent article se concentre sur les mesures d'adaptation pouvant être envisagées dans le secteur ADR.

Les effets du changement climatique sur l'agriculture et le développement rural

La vulnérabilité aux effets actuels et futurs du changement climatique dépend d'un large éventail de facteurs qui ne sont pas tous directement liés au climat. Elle résulte d'une combinaison entre : (i) l'exposition aux effets biophysiques et socioéconomiques du changement climatique (cf. encadré No. 1) ; (ii) la sensibilité à ces effets (qui peuvent varier d'une population à une autre ou au sein d'une même population) et (iii) la capacité d'adaptation (qui dépend de facteurs tels que les revenus, l'éducation, l'accès à l'information et à la technologie, les infrastructures, les institutions et l'organisation sociale et, plus généralement, du niveau de développement d'un pays).

En raison de sa sensibilité aux facteurs climatiques et de sa dépendance envers les ressources naturelles, l'agriculture est largement considérée comme le secteur plus directement et le plus significativement affecté par le changement climatique. D'autres secteurs tributaires de la production primaire et étroitement liés aux modes de subsistance ruraux, comme la forêt, la pêche et l'élevage, sont eux aussi sérieusement touchés. Les industries de transformation associées aux activités de production primaire et d'extraction souffriront du changement climatique si les activités en amont dont elles dépendent en sont victimes. Le développement rural est également concerné à travers l'essor des activités du secteur tertiaire, dont le tourisme, et les institutions à tous les niveaux.

EuropeAid

ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPÉENNE

N° 16 Mai 2009

FR

¹ D'autres guides connexes et complémentaires incluent : le développement économique, l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles, la gouvernance, les infrastructures (y compris les transports), l'eau et l'assainissement.

Encadré 1 : Effets possibles du changement climatique sur l'agriculture et le développement rural

Parmi les *effets biophysiques* du changement climatique qui pourraient avoir une incidence sur l'ADR, citons les suivants :

- changement des températures (moyennes et/ou extrêmes) et des précipitations ;
- modification des saisons ;
- fréquence et/ou gravité accrues des sécheresses, inondations (notamment côtières), glissements de terrain, tempêtes, ouragans, cyclones, canicules, feux de forêt, etc. ;
- fréquence et/ou gravité accrues des épidémies et des invasions de parasites ;
- augmentation du niveau des mers et de l'érosion des côtes ;
- érosion des berges fluviales ;
- réduction saisonnière ou permanente des réserves d'eau douce ;
- diminution de la qualité de l'eau ;
- disparition d'habitats et modification des écosystèmes.

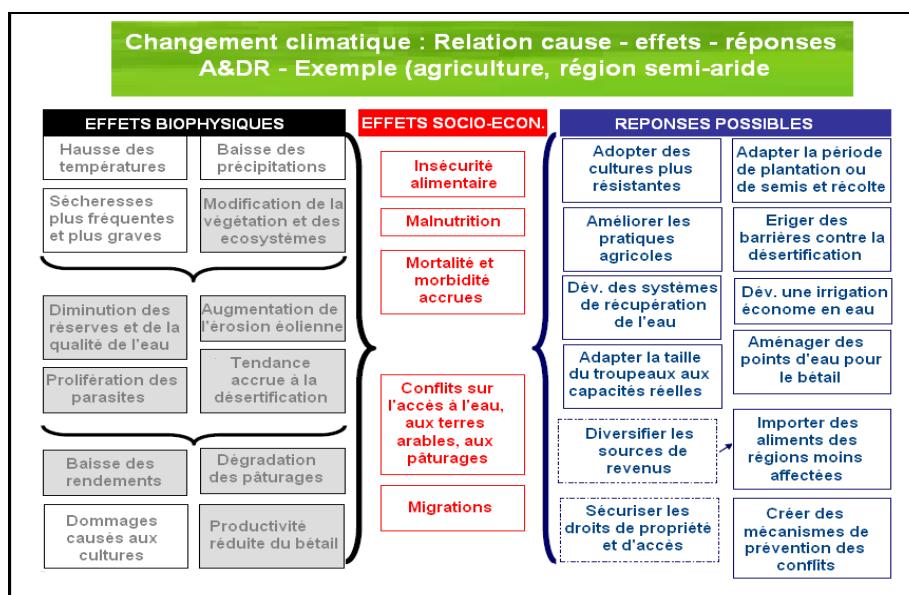
Les *effets socio-économiques* qui pourraient avoir une incidence sur l'ADR incluent :

- accroissement de la mortalité, de la morbidité et de la malnutrition ;
- hausse de la probabilité et de l'intensité des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles ;
- détérioration ou destruction des infrastructures ;
- migrations humaines.

Adaptation au changement climatique

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) définit l'adaptation comme l'« ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques présents ou futurs ou à leurs effets, afin d'atténuer les effets néfastes ou d'exploiter des opportunités bénéfiques ». Une adaptation réussie permet de réduire la vulnérabilité à court et à long terme en exploitant et en renforçant les mécanismes existants, en la ciblant au moyen de mesures spécifiques et en l'intégrant à des politiques plus larges².

L'**identification des effets potentiellement importants** est le point de départ d'une évaluation des risques, des opportunités et des réponses appropriées. Le guide sectoriel consacré à l'ADR fournit une illustration des liens entre les effets biophysiques du changement climatique, les conséquences socio-économiques potentielles et les réponses possibles. Cette illustration permet de visualiser d'importantes relations de cause à effet, c'est-à-dire de comprendre comment les réponses apportées se rapportent aux manifestations identifiées et aux effets sur le changement climatique³. L'illustration relative à l'agriculture est présentée ci-dessous⁴. Historiquement confronté à la variabilité climatique, ce secteur a généralement présenté un niveau élevé d'adaptabilité. De nombreuses possibilités d'adaptation viennent s'ajouter aux techniques existantes de gestion des risques et d'amélioration de la production.



² Tom Mitchell et Thomas Tanner, *Adapting to climate change. Challenges and opportunities for the development community*, IDS-Tearfund, 2006.

³ Ces illustrations ne se veulent ni exhaustives ni universellement applicables ; le format simple choisi ne permet pas de montrer les multiples interactions systémiques (notamment les effets rétroactifs) entre les différents éléments.

⁴ Les cellules grisées indiquent des effets biophysiques qui ne sont pas exclusivement ni même principalement causés par le changement climatique, mais qui subissent aussi d'autres pressions significatives résultant de l'activité humaine. Les cellules entourées d'une ligne en pointillés contiennent des réponses possibles qui ne sont pas sous le contrôle direct des autorités du secteur concerné mais dépendent d'une réponse intersectorielle coordonnée.

Une distinction peut être effectuée entre **ajustement** (adaptation réactive) et **adaptation** (adaptation proactive). La première consiste à agir en réponse à la variabilité et aux changements climatiques observés pour en atténuer les impacts. La seconde consiste à anticiper le changement climatique futur en réduisant les risques ou en tirant profit des modifications⁵. Dans l'ensemble, les mesures visant à réduire la pauvreté, protéger ou réhabiliter les écosystèmes, diversifier les stratégies de subsistance et améliorer l'accès à des services et ressources essentiels sont susceptibles **d'améliorer la résilience et la capacité d'adaptation de la population**. Il est toutefois nécessaire de considérer les politiques et les interventions prévues à travers le « prisme du changement climatique » pour éviter toute « **maladaptation** » (c'est-à-dire l'adoption de mesures ou la mise en œuvre de politiques qui finissent par accroître, au lieu de réduire, la vulnérabilité au changement climatique).

Les mesures d'adaptation au changement climatique peuvent avoir pour objectif de compenser les effets négatifs ou de tirer profit des effets positifs, lorsqu'ils existent. L'adaptation ne doit pas être seulement considérée comme une contrainte ou un fardeau financier et économique supplémentaire. Dans la grande majorité des secteurs, le changement climatique accentue des problèmes existants. Les préoccupations relatives au climat peuvent alors donner l'impulsion nécessaire pour mettre en place des « **meilleures pratiques** » en matière d'environnement et de développement qui avaient été négligées jusqu'ici, et ainsi accroître l'efficacité et la durabilité des programmes et projets d'un secteur. Il existe de nombreux cas de figure dans lesquels les « mesures d'adaptation au changement climatique » peuvent atténuer les facteurs de vulnérabilité chronique, accroître l'équité, réduire la pauvreté, améliorer la gestion et, de manière générale, apporter une contribution positive aux objectifs de développement.

Dans tous les secteurs, l'adaptation au changement climatique peut impliquer les actions suivantes :

- améliorer les systèmes de collecte et de suivi de données, de gestion et de partage des connaissances ;
- utiliser des outils tels que des modèles intégrés, des SIG et des scénarios pour prédire les impacts et soutenir les évaluations et les interventions d'adaptation ;
- accroître la prise de conscience (au sein de la population générale et de groupes spécifiques) et améliorer l'accès à l'information ;
- renforcer les capacités (dans les secteurs public et privé, aux niveaux national, régional et local) par le système d'éducation, les services de formation et de conseil, etc. ;

⁵ Both Ends, *Adapting to climate change: How local experiences can shape the debate*, document d'information, août 2007.

- financer des recherches, des projets pilote et des activités de démonstration ainsi que la publication des résultats obtenus et l'introduction à grande échelle des initiatives réussies ;
- consolider les institutions publiques et privées, nationales, régionales et locales impliquées dans la gouvernance, et encourager la planification, la coopération et les solutions intersectorielles.

Les mesures d'adaptation proposées ne sont pas réalisables, pertinentes ou appropriées dans toutes les situations. Elles doivent être en adéquation avec les éléments suivants :

- les risques et opportunités identifiées (spécifiques au pays ou au lieu) ;
- l'ampleur et la rapidité des changements attendus : certaines mesures peuvent être efficaces pour des changements climatiques et environnementaux réduits ou progressifs mais s'avérer inopérantes au-delà de certains seuils ou en présence de changements très brusques ;
- les limites physiques, contraintes économiques, ressources et capacités disponibles : certaines options peuvent être abordables et/ou techniquement réalisables dans certains contextes mais pas dans d'autres ;
- les autres caractéristiques locales, telles que les restrictions politiques et sociales, la culture et les traditions : certaines mesures proposées peuvent être acceptables dans certains endroits mais pas dans d'autres.

Enfin, les chances de réussite sont meilleures si des **mesures combinées** sont adoptées, afin de tirer profit des **éventuelles synergies**. Etant donné l'ampleur et la complexité du problème, la présence **d'institutions de développement rural fortes**, aux niveaux supranational, national, régional et local, est cruciale. Il apparaît clairement que des mesures d'adaptation sont nécessaires pour renforcer les capacités des communautés et des organisations locales, ainsi que pour relier les besoins d'adaptation locaux à des cadres politiques et processus décisionnels régionaux, sectoriels et nationaux⁶.

Cet article est basé sur le guide sectoriel consacré à l'agriculture et au développement rural préparé par la CE avec l'appui du « Environmental Integration Advisory Services »⁷.

Pour plus d'informations :

Commission européenne, *Responding to climate change: Sector script. Agriculture and rural development*, 2009.
 Both Ends, *Adapting to climate change: How local experiences can shape the debate*, août 2007.
 Tom Mitchell et Thomas Taurer, *Adapting to climate change. Challenges and opportunities for the development community*, IDS-Tearfund, 2006.

⁶ Both Ends, août 2007.

⁷ Ce document fait partie d'une série de guides essentiellement destinés au personnel de la CE et qui analysent les implications du changement climatique dans différents domaines de la coopération externe.

Point sur la situation alimentaire

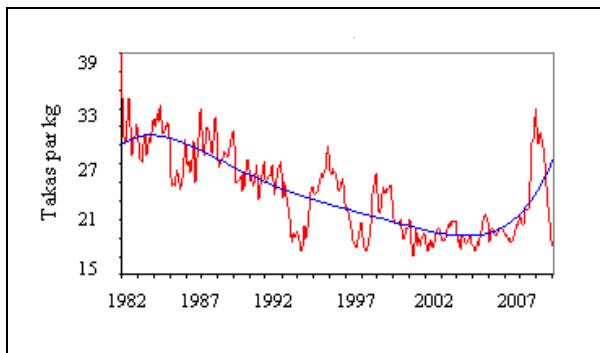
En 2007/2008, le Bangladesh a été frappé par deux inondations et un cyclone qui ont eu des conséquences sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces événements ont provoqué une perte de production estimée à 1,8 million de tonnes de riz. Au cours de la dernière décennie, le pays avait surmonté des crises d'approvisionnement plus importantes, essentiellement grâce à des importations de riz en provenance d'Inde. Mais les crises de 2007 ont coïncidé avec un renchérissement des produits alimentaires, du pétrole et des engrains à l'échelle mondiale, ainsi qu'avec des restrictions à l'exportation particulièrement ressenties sur le marché international du riz.

Volatilité des prix des produits alimentaires au Bangladesh

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont subi d'importantes fluctuations depuis 2007 : ils ont augmenté de 80% entre début 2007 et mi-2008, avant de baisser de 33% en avril 2009. Ils demeurent toutefois supérieurs à leurs niveaux d'avant la hausse, surtout pour ce qui est du riz.

Bien que la flambée des prix mondiaux ne se soit répercutee que partiellement (Dawe, 2008)⁵, le prix de gros du riz au Bangladesh a progressé, en termes réels, de 78% entre janvier 2007 et mi-2008 – contre 191% à l'échelle internationale. En mai 2009, les prix nationaux sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise, enregistrant ainsi pour la deuxième fois en moins de deux ans une chute équivalente à celle des 25 dernières années (voir le graphique ci-dessous).

Graphique No. 1 : Evolution des prix de gros du riz en termes réels - 1982-2009



Source : Gouvernement du Bangladesh

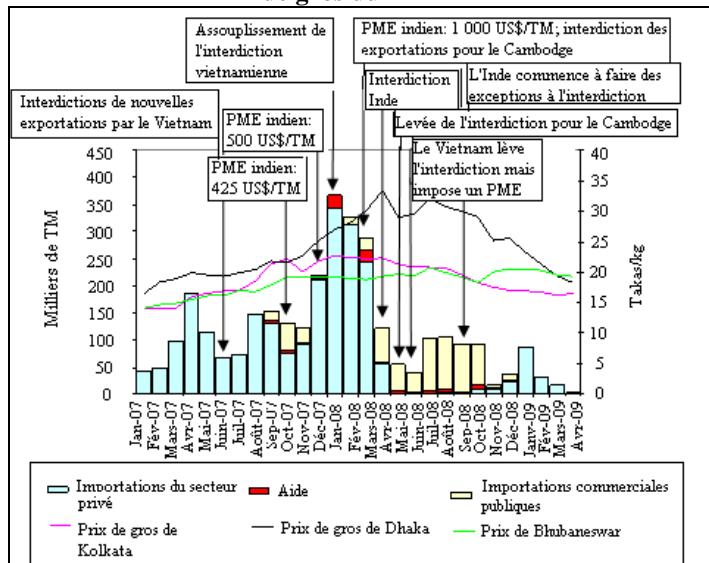
Suite aux inondations de juillet-septembre et du cyclone de novembre 2007, les importations privées ont grimpé en flèche : près de 1,6 million de TM ont été importées entre août 2007 et mars 2008, contre environ 0,5 million en moyenne.

⁵ D. Dawe (avril 2008), *Have recent increases in international cereal prices been transmitted to domestic economies? The experience of seven large Asian countries*, document de travail de l'ESA FAO n° 08-03.

Bangladesh

Ces importations massives ont cependant été effectuées depuis l'Inde, un pays qui a introduit un prix minimum à l'exportation et l'a progressivement augmenté avant de geler toutes les exportations en mars 2008. L'impact de ces restrictions se reflète clairement dans l'écart entre les prix au Bangladesh et en Inde. Cet écart ne s'est comblé qu'après trois récoltes record consécutives et la confirmation des prévisions favorables pour 2009, alors même que la production nationale et les importations avaient déjà plus que compensé, dès mi-2008, les pertes de la fin 2007. En effet, l'absence d'importations concurrentielles a généré une forte incitation à reporter les ventes et à conserver des stocks importants permettant d'affronter d'éventuels effondrements futurs de la production nationale.

Graphique No. 2 : Evolution des importations et des prix de gros du riz



Basé sur des données du gouvernement bangladais et du gouvernement indien

Production et disponibilité du riz

Le Bangladesh est souvent touché par des catastrophes naturelles et des déficits de production. Grâce aux efforts importants engagés par les agriculteurs et le gouvernement en réaction à ces événements ainsi qu'à des conditions climatiques favorables, la production nationale a augmenté rapidement ces dernières années.

Mi-2008, la production de riz « boro » a progressé de près de 19%, contre seulement 2,8% en moyenne depuis les années 1980. Selon des estimations, la disponibilité de riz issu de la production et des importations présentait, mi-2008, un excédent de plus de 2,0 millions de TM par rapport à l'utilisation. Des hausses spectaculaires ont ensuite été enregistrées pour les deux autres variétés de riz - aus (+25%) et amon (+20%) - tandis qu'une augmentation substantielle

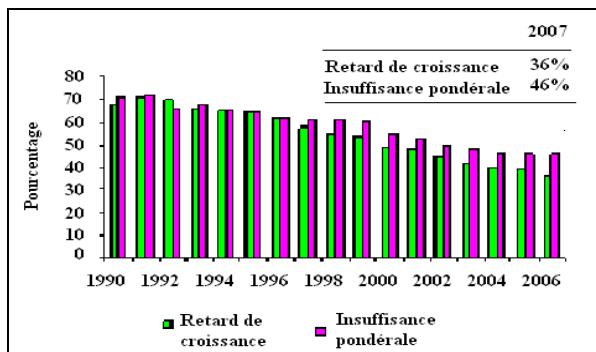
tielle des stocks est prévue pour 2008/2009. La crise de 2007/2008 est assez atypique dans la mesure où les importations privées n'ont pas permis de stabiliser la demande et les prix à l'échelle nationale comme elles l'avaient fait par le passé, notamment pendant l'inondation de 1998.

Impact du prix des produits alimentaires

Au Bangladesh, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres économies essentiellement agricoles, la plupart des ménages ruraux ont été durement éprouvés par la hausse des prix (FAO, 2008)⁶. Ce phénomène peut s'expliquer par la fragmentation élevée de la structure agricole et la faible disponibilité de la main-d'œuvre agricole.

En conséquence, les tendances encourageantes à long terme quant à la prévalence de la pauvreté absolue et extrême se sont inversées : selon des estimations de la FAO et du PAM⁷, le nombre de personnes ayant un apport calorique quotidien inférieur à 2 122 kcal et 1 805 kcal a augmenté, respectivement, de 7,5 et de 6,9 millions entre 2007 et 2008. Une étude de BRAC⁸ a révélé une progression de près de 50% des enfants souffrant de malnutrition aiguë et de 23% de ceux souffrant d'insuffisance pondérale.

Graphique No. 3 : Prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale parmi les enfants de moins de 6 ans



Source : Données de NIPORT-BIDS (Bangladesh Institute of Development Studies) et de Helen Keller International (HK)/Institute of Public Health Nutrition (IPHN) - Nutrition Surveillance Project (NSP)

Principales réponses politiques

Le gouvernement a pris différentes mesures pour stimuler la production, comme accorder une subvention novatrice sur le carburant destiné à l'irrigation, assurer la disponibilité d'engrais et rééquilibrer les subventions sur l'urée et d'autres types d'engrais. Il a en outre élargi les filets de sécurité sociale (accroissement budgétaire de 48%, soit de 0,8 milliard de \$US) et lancé six nouveaux programmes de transferts

en espèces dont le plus important, 100 Day Employment Generation Program (0,3 milliards de \$US), couvre deux millions de personnes. Les réserves alimentaires ont été renforcées pour améliorer la capacité à opérer des filets de sécurité, stabiliser le marché et faire face aux situations d'urgence. Enfin, la capacité publique de stockage des aliments est en cours de développement.

Le gouvernement a également adopté un plan d'action (2008/2015) destiné à mettre en œuvre la politique alimentaire nationale. Celui-ci offre un cadre pour les interventions de sécurité alimentaire portant sur la disponibilité, l'accès et la nutrition. Il constitue en outre une référence pour aligner l'aide au développement sur les priorités gouvernementales, dans l'esprit de la Déclaration de Paris.

Rôle de l'agriculture

De manière générale, la production nationale a fait preuve d'une excellente réactivité face à la hausse des prix. Néanmoins, cette réaction ne peut avoir lieu qu'avec un décalage saisonnier. En outre, dans un contexte de marchés internationaux tendus, les importations peuvent ne pas constituer une source fiable d'approvisionnement complémentaire. Cela renforce l'argumentation en faveur de l'autosuffisance rizicole, d'autant que le Bangladesh compte sur un avantage concurrentiel résultant du processus de substitution au riz importé.

Si les prix des denrées alimentaires ont baissé, la crise économique mondiale a ralenti deux moteurs importants de la croissance au Bangladesh : l'industrie orientée vers l'exportation et les transferts de revenus des travailleurs migrants. D'où l'accent placé sur le rôle clé de l'agriculture, non seulement pour fournir des produits alimentaires, mais aussi pour garantir subsistance, emploi, croissance et alimentation équilibrée par le biais de la diversification. Le retour à une agriculture visant l'intensification, la diversification, la durabilité et la résistance par la valorisation des exploitants agricoles de petite taille et marginaux, comme décrit dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008⁹, peut contribuer, notamment via ses liaisons en aval et en amont, à une croissance économique plus favorable aux pauvres, mieux répartie entre zones urbaines et rurales et moins tributaires des cycles économiques internationaux.

Cet article a été rédigé par Ciro Fiorillo, conseiller technique à la FAO et Marie Jo A. Cortijo, socio-économiste du programme NFPCSP (National Food Policy Capacity Strengthening Programme)¹⁰.

⁶ FAO (juin 2008), *La flambée des prix des denrées alimentaires : faits, perspectives, effets et actions requises*, document présenté lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire : les défis du changement climatique et des bioénergies, à Rome.

⁷ FAO/PAM (août 2008), *Rapport spécial : Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires*.

⁸ BRAC (janv 2009), Impact of the food price hike on nutritional status of women and children, *BRAC RED Research Monograph Series n.38*.

⁹ Banque Mondiale (2008) *Rapport sur le développement dans le monde - L'agriculture au service du développement*.

¹⁰ Ce programme est mis en œuvre par la FAO et le gouvernement du Bangladesh, avec l'aide financière de la CE et de l'USAID. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO ou d'autres partenaires.

Brèves internationales

Retour sur divers événements organisés par le partenariat IPC

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) est en train d'être développé à l'échelle globale, appuyé par un partenariat multi-institutionnel de huit organisations concernées par la sécurité alimentaire : CARE International, Centre Commun de Recherche (CCR), FAO, FEWS NET, Oxfam GB, Save the Children (UK&US) et PAM. Cette initiative a bénéficié du soutien financier de divers bailleurs, dont ECHO, qui est actuellement sa principale source de financement.

Au cours des deux derniers mois, le partenariat IPC a organisé un certain nombre d'événements. L'objectif général était de renforcer le niveau d'appropriation et d'institutionnalisation, et de sensibiliser aux concepts de base de l'outil IPC, ainsi qu'aux principes directeurs de sa mise en œuvre. Ces événements ciblaient principalement les bailleurs de fonds, les gouvernements nationaux, les communautés économiques régionales, les organisations internationales et les ONG.

Le 12 mai, des représentants CE, CIDA, DFID, SIDA et USAID se sont réunis à Bruxelles avec une représentation du partenariat IPC. Ils furent informés de l'initiative et de son état de développement actuel. Il y eut également l'opportunité de collecter des réactions des bailleurs concernant l'IPC et de discuter des futures orientations stratégiques et des perspectives de financement.

Le lendemain, ECHO et le JRC ont invité des collègues de la DG DEV, RELEX et EuropeAid à rencontrer des représentants du partenariat IPC. Le but de la rencontre était d'expliquer en détail l'outil IPC ainsi que son processus de mise en œuvre.

Au cours du mois de juin, trois événements de sensibilisation ont été organisés. Les deux premiers ont eu lieu le 7 à Washington et le 15 à Bruxelles. Les audiences cibles étaient les ONG internationales menant des activités dans le domaine de la sécurité alimentaire. Au total, plus de 30 organisations européennes et nord-américaines y ont participé. La troisième session d'information a eu lieu à Johannesburg le 24 juin dernier, rassemblant des représentants d'ONG, de bureaux nationaux, d'organisations régionales et de gouvernements nationaux.

Un atelier a été organisé le 25 et le 26 juin à Johannesburg, afin de collaborer avec des praticiens de l'IPC et de les consulter, de passer en revue sa mise en œuvre au niveau des régions et de s'accorder sur

la façon d'avancer. Plus de 70 représentants d'une multitude de parties prenantes du domaine de la sécurité alimentaire à la fois d'Afrique subsaharienne et du reste du monde ont participé à cette rencontre. L'atelier a confirmé la pertinence de l'IPC pour cette région et les progrès de son institutionnalisation au sein des multiples agences au plan national, régional et mondial. Les défis clé relatifs à son adoption ont été identifiés et des réponses proposées.

Pour plus d'informations :

<http://www.ipcinfo.org/news.php>

Site Internet du ROSA : [Retour sur les événements passés](#)

Retour sur la rencontre des bailleurs sur la nutrition

Cette année, la CE et de nombreuses autres agences sont en train de réévaluer leur position et leurs stratégies concernant leur appui en matière de nutrition. Pour faire un pas concret dans le sens d'une meilleure collaboration et coordination entre bailleurs pour la nutrition, la CE a organisé, avec le Royaume-Uni et la France, un séminaire pour bailleurs, le 15 juin, à Bruxelles. Plusieurs bailleurs européens, agences de l'ONU, centres de recherche, ONG et experts techniques y ont également participé.

Les principaux résultats attendus : i) une plus grande collaboration et coordination entre bailleurs; ii) un appui plus stratégique au plan national et international de la part des bailleurs de l'UE ; et, iii) un accord sur des solutions permettant d'appuyer efficacement une réforme de la coordination et du leadership au niveau international dans le domaine de la nutrition.

La rencontre s'est déroulée en deux sessions. Celle du matin offrait l'opportunité de mieux comprendre les plans d'action et stratégies des bailleurs en matière de nutrition et de discuter de différentes solutions permettant de fournir un soutien efficace à la réforme de la coordination. La session de l'après-midi a permis aux bailleurs européens de poursuivre les discussions sur la coordination et de passer en revue les organisations existantes et institutionnelles afin d'identifier des dispositions adéquates en matière de nutrition entre bailleurs de la CE.

Pour plus d'informations :

Site Internet de ROSA : [Retour sur les événements passés](#)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du GRET chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative d'EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la CE.